

Conseil des Droits de l'Homme
15^{ème} Session du Groupe de Travail sur l'Examen périodique universel
(Genève, 21 janvier – 01 février 2013)

Examen du Burundi
24 janvier 2013

M. BARROS

Intervention du Cap-Vert

Merci Monsieur le Président,

Nous remercions la délégation du Burundi pour la présentation du rapport national du pays par
S.E. le Ministre

Les efforts d'amélioration de droits humains repris au Burundi après la cessation du conflit armé et les accords politiques subséquents, font encore face à un environnement qui n'est surement pas facile. Des faits marquants existent et dont on doit se réjouir, notamment l'adoption du Code pénal de 2009 et les pas en avant qu'il comporte dans nombre de domaines clés ; l'établissement d'une Institution nationale des droits humains alignée sur les principes de Paris, les mesures de protection de minorités en danger comme celle des albinos, et sans doute la promesse de l'adoption dans un futur proche d'un code de la personne et la famille revu et d'une loi de la succession et des régimes patrimoniaux, qui viendront élever significativement la protection des droits des femmes et des enfants, combien prioritaires.

Toute en encourageant le Gouvernement à conclure l'adoption des deux instruments susmentionnés, nous voudrions aussi lui recommander l'intensification des mesures à l'encontre des actes de violence sexuelle à l'égard des femmes et les filles, et un traitement attentif et efficace aux allégations d'occurrence d'exécutions extra-judiciaires.

Nous terminons augurant au Burundi une persistance et détermination à la hauteur de la nature des défis qui se posent à la poursuite de l'amélioration de la jouissance des droits humains au pays, y inclus ceux liés à lutte contre la pauvreté et pour le développement économique et social de ses populations.

Merci, Monsieur le Président